

Evry-Courcouronnes, le 4 septembre 2019

Rentrée politique de François Durovray

Mes chers amis,

Je suis ravi de vous retrouver en ce 4 septembre, jour anniversaire de notre République, car par-delà nos sensibilités, la République est celle qui nous rassemble, celle que nous servons au quotidien en tant qu'élus.

J'ai souhaité organiser ce rendez-vous avant la période électorale car elle est l'occasion de regarder dans le rétroviseur et surtout de tracer des perspectives.

Ce qui nous rassemble ici, nous les élus, c'est le sentiment d'être utile aux autres, de pouvoir influencer sur le cours des choses. Parfois, je doute et je m'interroge comme vous sur ce qui, chaque jour, nous motive, à nous lever pour remplir ces missions.

Ce qui me motive, c'est bien de mesurer la chance que nous avons. **Oui**, nous avons une chance extraordinaire.

Vous le savez, la fonction d'élus - car ce n'est pas un métier - a sa charge et ses difficultés. Elle induit beaucoup de sacrifices personnels, des soirées et des week-ends loin de nos familles...

C'est pourtant un engagement fort, une source d'épanouissement et de gratifications, à la rencontre de personnes aux horizons si divers.

Etre élu nous invite à nous élever au-delà de nous-même, au service de quelque chose de plus grand que nous. C'est la magie de notre République. Ce bien le plus précieux qui permet à un peuple si divers de rester uni.

La République a permis à la France d'être ce grand pays que le monde nous envie.

La République est aussi celle qui, parfois, cristallise nos divergences. Elle est, en tous cas, celle qui est au cœur du débat public.

Cette République, la Vème du nom, a déjà 61 ans.

Certains diront qu'elle doit envisager la retraite, qu'il faut revoir sa copie. Je ne le crois pas.

Bien plus que **d'un mal institutionnel**, notre République souffre de l'absence d'un **projet de vie commun**.

Nos concitoyens s'interrogent sur leur capacité à vivre ensemble, sur leur destin collectif. Dans notre société de plus en plus fragmentée, individualiste, cet «archipel français», décrit par Jérôme Fourquet, le chacun pour soi l'emporte.

Notre contrat social, par qui l'aspiration au bonheur nécessite une soumission à l'intérêt général, est remis en cause.

La France n'est pas seule confrontée à ces questionnements. Regardez en Italie, en Pologne ou en Suède : le populisme fait son lit sur la désocialisation des couches populaires.

Cet éclatement de la société se pose avec d'autant plus d'acuité dans un pays qui a fait figurer sur ses bâtiments publics la devise liberté égalité fraternité.

Chacun de ses principes se trouve aujourd'hui réinterrogé.

La liberté d'abord.

La liberté est l'élément constitutif de notre société. Individuelle, naturelle, civile, politique ou économique, elle est plurielle et n'a cessé de progresser depuis l'après-guerre. Avec Internet et le développement de pays émergents, cette belle promesse de liberté a fait espérer la propagation de nos valeurs occidentales au reste du monde.

Mais elle s'est abîmée sur l'autel d'une concurrence économique effrénée, de la menace des groupes terroristes et de l'explosion des flux migratoires. Pour beaucoup, la frontière apparaît de nouveau comme un outil de protection.

L'égalité ensuite est mise à mal. La mondialisation, évidemment bénéfique aux peuples qu'elle sort de la misère, ne vient pas seulement bouleverser la puissance des nations. Elle fragilise les positions et les parcours individuels.

Hier encore, les conditions de vie convergeaient. Désormais, les inégalités progressent à nouveau.

Aujourd'hui, nous n'avons plus l'assurance que nos enfants vivront mieux que nous. La classe moyenne, horizon de l'écrasante majorité avec les Trente glorieuses, s'est désagrégée et la peur du déclassement hante l'esprit de

nombreux Français. L'ascenseur social est en panne depuis plus d'une génération.

Pour inverser cette tendance, l'école doit rester le pilier du principe d'égalité des chances et permettre à chacun de nos enfants de se bâtir un avenir.

Aujourd'hui, les premiers de cordée - pour reprendre une expression désormais bien connue -, atteignent très vite des sommets.

Ces élites se sentent culturellement plus proches de leurs semblables de New York, Londres ou Tokyo, que de leurs concitoyens de Bar-le-Duc et de Moulins.

C'est le **principe même de fraternité** qui est remis en cause.

Dans ce monde globalisé, certains s'exonèrent de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs compatriotes. Et une minorité ne comprend pas que tout le monde ne se mette pas au vélo ou n'accueille pas avec joie les migrants.

Voilà pourquoi, à mon sens, notre pays, comme d'autres, se trouve en proie au doute.

Je ne crois pas que l'on puisse imaginer l'avenir d'un territoire national ou local en s'appuyant sur une catégorie plus que sur une autre : les perdants de la mondialisation contre les vainqueurs ; les urbains contre les ruraux ; les vieux contre les jeunes...

Une société humaine ne peut s'épanouir qu'en ayant confiance en l'avenir, en offrant à chacun la capacité d'inscrire son propre destin dans quelque chose de plus grand.

Chacun sait pertinemment qu'il serait illusoire de mettre notre pays sous cloche.

Sa vocation est universelle. Mais nos compatriotes ne se projettent dans l'avenir qu'à la condition que nos racines, notre histoire et notre identité soient respectées.

J'ai la conviction que notre culture judéo-chrétienne, notre culture héritée des Grecs et des Romains, du siècle des lumières, est une chance pour relever les défis de notre siècle: la sauvegarde de la planète, le passage et la transformation d'une économie de l'industrie à une économie du numérique.

L'Europe - et la France en particulier- disposent de beaucoup d'atouts pour peser dans le monde de demain.

Reconnaissons que l'écologie a été prisonnière du dogmatisme d'un parti alors que cette question nécessite une réponse politique globale. Quant à l'intelligence artificielle, elle est terriblement absente du débat. Pourtant, elle va très vite bouleverser notre rapport à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à la vie. Personne n'anticipe cette révolution alors que, face à l'impérialisme économique américain et face à l'autoritarisme chinois, l'Europe détient la clé d'une intelligence artificielle au service de l'homme.

Notre territoire, nos infrastructures et équipements collectifs, la qualité de nos services publics, sont également une force pour réussir à l'emporter dans la grande compétition qui débute.

Ne nous trompons pas. Ce nouveau monde qui s'ouvre exige de nouveaux comportements. De la part des élus mais aussi de la part de nos concitoyens.

Avouons-le, la vie politique française ces dernières années s'apparente au Titanic. Certains continuent à jouer leur partition sans prêter garde au naufrage en cours tandis que d'autres cherchent à sauver leur peau en quittant précipitamment le navire.

Certains élus donnent trop souvent le sentiment d'avoir délégué, voire abandonné, le pouvoir qui leur a été confié par le suffrage universel aux forces économiques, médiatiques ou aux autorités administratives. Ceux-là ont surtout abandonné l'ambition de s'adresser à tous les Français et de transformer la société.

Le slogan l'emporte sur l'idée. Les parts de marché électorales avec les petites phrases pour les séduire ont eu raison d'un projet commun. Certains sont devenus les champions de la politique spectacle et des propos démagogiques.

Evidemment *«toute ressemblance avec des personnes existantes ou ayant existé est purement fortuite...»*

En définitive, nos concitoyens ne se désintéressent pas de la politique. Ils se désintéressent de celles et ceux qui l'incarnent et plus encore des partis.

A l'évidence, notre démocratie est à un tournant. Personne ne peut dire comment elle s'organisera demain. Elle nécessitera sans doute encore des formations politiques pour organiser la compétition électorale.

Mais notre démocratie ne se relèvera qu'à la condition que nous fassions preuve de volontarisme. Que nous nous hissions à la hauteur de la mission qui nous a été confiée.

Rien n'est moins naturel que l'intérêt général : il nécessite de s'extraire de sa propre condition.

Voilà pourquoi nos concitoyens ne peuvent individuellement l'incarner. Aucun groupe d'intérêt, aucun corps ou communauté, ne peut s'arroger un statut qu'il ne peut avoir.

Dans une démocratie adulte, nous devons rappeler que le débat est indispensable mais que la décision l'est tout autant.

Gouverner, c'est choisir.

Et ces choix doivent être respectés.

Voilà pourquoi je suis convaincu, à rebours de la tendance actuelle, que la démocratie représentative est de loin une meilleure formule que la démocratie directe. Cela n'exclut pas la consultation de nos concitoyens: dans nos collectivités, nous la pratiquons depuis longtemps pour éclairer nos décisions.

Exiger l'intérêt général, cela suppose surtout de renouer avec les idées: des idées pour fixer un cap, des objectifs, un rêve collectif atteignable, qui transcende et élève l'avenir de chacun.

Mes chers amis,

Je vous disais ma foi dans les atouts de notre pays pour continuer à peser dans le monde de demain et relever les défis du siècle.

Je veux partager avec vous ce soir la conviction que le renouveau va venir du terrain. C'est nous, les élus, ancrés dans la réalité de la vie de nos concitoyens, qui en détenons la clef.

Depuis des années, nous gérons avec efficacité les collectivités dont nous avons la charge.

Nous avons surmonté les tempêtes : nous avons assumé nos missions malgré la réduction sans précédent des dotations de l'Etat, le bouleversement des périmètres intercommunaux, les changements de scrutins et des compétences avec la loi NOTRe.

Nous avons fait face aux évènements climatiques, tenu bon face à la menace terroriste ou aux différentes crises sociales qui ont agité le pays.

Nous pouvons d'ailleurs, sans risque d'être démentis, affirmer que les gouvernements, quels qu'ils soient, auraient connu de graves difficultés si nous n'avions pas porté haut les couleurs de la République et fait vivre au quotidien le débat avec nos concitoyens.

Ce mandat est exaltant, passionnant, éprouvant : les élus sont à portée de baffe comme le dit souvent Gérard Larcher et il a raison.

Nous avons tous été touchés par l'initiative abjecte de #BalanceTonMaire ou par la mort dramatique dans ses fonctions de notre collègue Jean-Mathieu Michel, le maire de Signes.

Nous nous sommes tous reconnus dans ce tragique accident car nous avons tous été confrontés à des situations identiques, des incivilités qui écorchent la vie en société. Des dépôts sauvages aux gens du voyage, en passant par les chauffards sur nos routes, les maires ont souvent le sentiment d'être les derniers remparts de la République pour faire respecter les règles qui doivent présider au vivre ensemble.

Etre élu aujourd'hui, c'est faire preuve de courage et de responsabilité. C'est accepter d'être souvent seul, accepter les charges plus que les honneurs.

Et c'est pourquoi ce soir, **je veux rendre sincèrement hommage à l'engagement et au dévouement de chacune et chacun d'entre vous.**

C'est du terrain que naissent les idées, que sont éprouvés des projets, menées des expérimentations. Bien sûr nous pouvons avoir des approches différentes en fonction de la taille de nos collectivités, de leur histoire, de leur identité et de nos sensibilités. Mais nous avons la même volonté d'agir au service de nos administrés.

C'est pourquoi ce soir, je n'ai pas lancé d'invitations en fonction d'une étiquette politique. J'ai voulu réunir tous les élus qui œuvrent pour nos concitoyens, aiment leur territoire, veulent le faire avancer et avec qui, je le dis sans ambage, j'ai plaisir à travailler!

Je voudrais que nous fassions bloc en montrant à nos habitants que nous agissons dans le même sens, de façon coordonnée, pour l'Essonne, pour nos communes.

Notre département se démarquera et progressera d'autant mieux que nous jouerons collectif. Je fais mien ce proverbe africain qui dit que «même si parfois, tout seul on va plus vite, ensemble on peut aller plus loin».

Ce soir, nous ne sommes pas LR, LREM, Modem, PS ou UDI...

Désormais, notre premier parti, c'est l'Essonne.

Je crois en effet **qu'aux solidarités partisanes doivent prévaloir des solidarités territoriales.**

Notre port d'attache, c'est l'Essonne, cette petite France.

Ces enjeux, nous les avons identifiés, avec l'ensemble des acteurs essonniens, dans un travail rétrospectif et prospectif qui a abouti à la publication d'un Livre Blanc : Essonne 2040.

Fort de 40 ambitions, j'en partage quelques-unes avec vous ce soir. A la veille de cette campagne, je souhaite vous proposer, ensemble, de faire Essonne.

Faire Essonne, c'est d'abord préserver son identité. Notre richesse, c'est cette mixité entre la ville et la campagne dont je considère qu'elle sera un luxe très recherché demain et un élément de fierté de nos habitants. Elle est le socle et le ressort du bien vivre.

Pour notre propre compte et au bénéfice de nos communes, nous avons conduit une politique de préservation et de reconquête de notre beau patrimoine historique. Le public répond présent !

Depuis trente ans, le Département conduit par ailleurs une politique d'acquisition, de protection et de valorisation de ses espaces naturels sensibles. Aujourd'hui, un quart du territoire est classé. Mais, face à la pression foncière, je veux aller plus loin. Le Département proposera un dispositif permettant d'aider davantage les communes à protéger les terres d'une urbanisation excessive.

Il ne s'agit pas moins, en préservant nos espaces naturels, que de sauver la biodiversité, première victime du réchauffement climatique.

Faire ESSONNE, c'est aussi devenir le leader de la croissance verte.

Nous n'avons pas attendu le cri d'alarme des jeunes générations pour faire de l'Essonne, chacun à son niveau, un territoire engagé dans le développement durable. Mais derrière ce terme, je décris l'ambition de faire du changement climatique un marqueur de l'identité de notre territoire. Nous pouvons réconcilier écologie et économie.

Comment? D'abord en réduisant nos consommations, en luttant ensemble contre la précarité énergétique. Le Département a lancé le dispositif unique de la prime éco-logis, qui a rencontré un vif succès.

En quatre mois, sans condition de ressource, 3000 familles en ont bénéficié, générant 23M€ de travaux dont 80% pour des entreprises essonniennes. A ce rythme, dans dix ans, nous aurons rénové plus de 100 000 passoires énergétiques.

Vous pouvez relayer cette démarche, la faire connaître ou même l'accompagner, comme le maire de Villebon – qui a proposé une avance de trésorerie pour les

foyers les plus modestes. Ce qui est bon pour le climat doit également l'être pour le porte-monnaie de nos concitoyens.

Ensuite, nous pouvons rendre nos consommations plus responsables. Pour réussir, il faut continuer à développer les énergies renouvelables: la biomasse, la méthanisation, et demain l'hydrogène...

Nous disposons d'atouts formidables en Essonne. Le solaire est devenu une énergie mûre. Nous avons recensé une dizaine de sites susceptibles d'accueillir une ferme photovoltaïque.

Quant à la géothermie, nous pouvons tripler nos ambitions, et atteindre les 100000 foyers raccordés à cette source de chaleur.

Le potentiel est gigantesque. Pour être moins dépendants de l'énergie fossile - et en premier lieu de celle qu'on importe-, nous devons simplement imaginer des outils efficaces et travailler à la bonne échelle. C'est le sens de la démarche que j'ai initiée avec le syndicat Essonne Energie.

Et j'en dépense beaucoup de l'énergie.... Pour expliquer qu'il ne s'agit pas de remettre en cause les compétences de chacun, même si cela bouscule certaines habitudes. Franchement, soyons à la hauteur pour atteindre un tiers de part de renouvelable dans notre consommation finale d'énergie d'ici 10 ans.

Enfin, je ne saurai parler de développement durable sans parler d'agriculture et d'alimentation saine. L'enjeu est en effet de nourrir la population avec une alimentation locale et de qualité.

Comment ? En encourageant le maraîchage, autant que possible en bio et en développant les circuits courts. Les communes comme le Département – qui servent plus de 150 000 repas par jour dans les cantines – offrent à eux seuls un

marché pérenne à nos agriculteurs. Un préalable nécessaire pour investir et amortir les coûts d'investissement dans des outils de transformation -légumerie, conserverie-. Ensemble, prenons cet engagement dans les trois ans.

Faire Essonne, c'est enfin garantir une meilleure cohésion territoriale.

Il s'agit d'améliorer le cadre de vie de nos concitoyens et de répondre à leur aspiration légitime au bien être en mettant par exemple à leur disposition des équipements sportifs et culturels de qualité. En accompagnant les associations et leurs bénévoles qui font battre le cœur de nos villes et villages au quotidien.

Il s'agit aussi de permettre aux habitants de vivre mieux et le plus longtemps possible sur leur territoire. Pour cela, relevons ensemble le **défi de la santé et du vieillissement**.

Nous sommes chaque jour interpellés sur le manque de professionnels de santé ! La désertification médicale touche de plein fouet nos habitants. Aussi nous nous sentons à la fois démunis et dans l'obligation d'agir. Des villes se sont engagées dans l'ouverture de maisons de santé qui répondent à la volonté de regroupement de professionnels. Mais il ne suffit pas de bâtir quatre murs pour résoudre cette problématique. Il faut accompagner l'évolution de la pratique, augmenter l'offre de soins. Pour cela, misons sur l'innovation et la formation.

S'agissant de l'innovation, le lancement du premier centre de télémédecine francilien à Moigny-sur-Ecole est prometteur. La télémédecine peut être une solution efficace pour le suivi des maladies chroniques. Le Département étudie aussi la mise à disposition d'outils connectés pour les infirmières des services de soin et d'aides à domicile.

S'agissant de la formation, je n'accepte pas que l'APHP ait le monopole en la matière. La Grande Couronne doit pouvoir aussi former ses propres médecins car on sait très bien qu'ils s'installent généralement près du lieu de leurs études. D'ores et déjà, nous avons voté un système de bourses allant jusqu'à 60 000 € par an pour les étudiants en médecine à condition qu'ils s'installent dans notre département. Maintenant nous devons vendre notre territoire auprès des facultés.

Nous devons aussi faire face à la question de la dépendance et de l'autonomie. Dans les vingt prochaines années, le nombre de personnes de plus de 75 ans va quasiment doubler.

La maison de retraite médicalisée ne sera plus la seule solution. Il nous faut en amont structurer toute la filière de l'aide à domicile pour permettre à nos aînés de rester le plus longtemps possible chez eux. C'est en ce sens que j'ai décidé de proposer un service de téléassistance gratuit dès cette rentrée.

C'est une première étape significative. Nous devons aller plus loin et créer, avec le bloc communal, avec les associations, un service public du maintien à domicile incluant une offre mutualisée et coordonnées des services d'aide et de soins.

La cohésion passe enfin par la solidarité territoriale et un aménagement du territoire adapté. Nos administrés attendent, au XXI^e siècle, des services publics modernes et efficaces, accessibles à tous, que ce soit en ville ou à la campagne.

Comme tous les habitants de la Grande Couronne, ils veulent d'abord des modes de transports efficaces et durables.

L'efficacité, c'est le maître mot du Département qui a lancé un certain nombre de chantiers structurants. Des serpents de terre que personne ne voulait prendre à bras le corps jusqu'à présent, qui vont décongestionner certains axes

stratégiques (Christ de Saclay, ring des Ulis, déviation d'Itteville, contournement d'Orly...).

De la même manière en matière de transports collectifs, nous sommes engagés avec la région sur un certain nombre de projets (T12, TZEN4). Nous avons pris nos responsabilités pour tenter d'apporter des solutions aux usagers.

C'est aussi la raison pour laquelle j'ai voulu relancer le débat sur le franchissement de Seine, malgré les passions qu'il pouvait faire naître... et qu'il a déclenchées du reste. Je crois être dans mon rôle en le portant.

Nous réfléchissons déjà au prochain plan d'investissement pour les mobilités, de telle sorte que nous obtenions le maximum de financement de la part de nos partenaires que sont l'Etat et la Région. Fin septembre, vous serez associés à une concertation sur ce plan qui définira les grands travaux d'infrastructures pour les dix prochaines années sur chacun de nos territoires.

pause

Qui dit aménagement dit également très haut débit. Internet est la fée électricité du XXIe siècle. Pour lutter contre la fracture numérique, nous avons pris nos responsabilités en déployant la fibre dans les zones non desservies par les opérateurs.

Je suis fier du pari effectué, ensemble, avec Essonne numérique, qui permettra de desservir 120 000 foyers en très haut débit d'ici 18 mois. C'est un investissement public sans précédent.

Maintenant que les réseaux arrivent, il nous faut dès à présent penser aux usages numériques et faire de l'intelligence artificielle une chance.

Imaginez demain une porte d'entrée unique, où toutes les informations pour les usagers seraient réunies ? Nous pouvons inventer cette plateforme commune, capable d'un côté d'analyser en temps réel les besoins de nos collectivités en énergie ou de recenser tous les réseaux souterrains par exemple, et de l'autre, de permettre à une famille de réserver en ligne la cantine communale, les livres de la médiathèque intercommunale et de suivre ses prestations sociales départementales.

Cet avenir, il existe déjà, en Estonie, un pays voisin de la même taille que l'Essonne que j'ai pu visiter récemment. Cet avenir, nous pouvons le construire ensemble. Tout en veillant ne pas laisser personne au bord du chemin.

Mes chers amis,

Ce soir, je veux vous dire ma volonté de mettre toute en œuvre pour relever ces défis. Il y en a bien d'autres auxquels nous faisons face au quotidien. Je voulais juste vous rappeler que le Département de l'Essonne est là pour vous accompagner dans votre action.

J'ai toujours eu à cœur de soutenir vos projets sans gestion partisane. Votre présence ce soir, reflète je crois mon engagement à vos côtés.

Même si beaucoup d'élus se demandent encore s'ils se représenteront, je voudrais vous dire que vous n'êtes pas seul. Vous faites partie de la grande famille Essonne.

Je veux rester optimiste et **croire que le meilleur est possible**. Nous avons la capacité, et même le devoir, de tout mettre en œuvre, quels que soient nos niveaux de responsabilité, **pour fournir ce meilleur** à nos territoires et aux habitants que nous nous sommes engagés à servir.

Je suis entouré pour cela d'une formidable équipe de vice-présidents, de conseillers départementaux qui sont à votre disposition pour vous guider.

Ensemble, nous pouvons donner du sens à notre action. Je souhaite que le Département ne soit pas seulement pourvoyeur de financements publics mais qu'il reste un interlocuteur privilégié afin de vous aider à construire vos futurs projets au service d'une ambition commune, celle de faire avancer l'Essonne.

En ce 4 septembre, je veux vous dire que nous pouvons, **ensemble**, construire la petite République de l'Essonne au sein de la grande République française.

C'est de cette relation de proximité, au service de nos concitoyens, que renaîtra la confiance de nos électeurs.

Ensemble, urbains, ruraux, élus des villages ou des grandes villes, nous pouvons faire de l'Essonne, une Terre d'avenirs !

Vive l'Essonne et vive la République !!